

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la 53e Assemblée annuelle et au
Forum régional de l' « Eastern Regional Conference du
Council of State Government »**

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Fajardo, Porto Rico, États-Unis d'Amérique
Du 6 au 9 décembre 2013**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 6 au 9 décembre 2013, l'honorable Wayne Easter, C.P., député, vice-président, et M. John Williamson, député, vice-président, ont dirigé une délégation de la Section canadienne du Groupe interparlementaire (GIP) Canada-États-Unis à la 53^e Assemblée annuelle et au Forum régional de l'« *Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Government* » qui se tenait à Fajardo, à Porto Rico. Les autres délégués étaient M. Terry M. Mercer et M. Richard Neufeld, sénateurs, et M. Peter Stoffer, député. La délégation était accompagnée de M^{me} Angela Crandall, secrétaire administrative de la Section canadienne, et de M^{me} June Dewetering, conseillère principale de la Section canadienne.

L'ASSEMBLÉE ANNUELLE ET LE FORUM RÉGIONAL

L'ERC, qui se réunit chaque année, est une association régionale de législateurs issus de 19 États des États-Unis et provinces du Canada (voir l'annexe). En facilitant la coopération entre ses divers membres, l'ERC favorise la recherche de solutions qui conviennent à la plupart des États, ou à la région entière, pour régler les problèmes et relever les défis auxquels sont confrontés les législateurs des États et provinces en question.

La 53^e Assemblée annuelle et le Forum régional de l'ERC portaient sur la réussite en période d'austérité.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION POUR L'ASSEMBLÉE ET LE FORUM

Le Canada et les 11 États membres de l'ERC entretiennent des relations qui leur sont mutuellement profitables. Le pays est le marché d'exportation le plus important pour les six États de la Nouvelle-Angleterre, et le Canada est la destination de 18 % des exportations de ces États. Plus de 350 000 emplois dans les États de la Nouvelle-Angleterre dépendent des échanges commerciaux avec le Canada.

Les membres de la Section canadienne ont estimé que la 53^e Assemblée annuelle et le Forum régional de l'ERC étaient l'occasion idéale pour discuter des nombreuses possibilités de collaboration entre le Canada et les États de l'Est des États-Unis. Ils ont profité de l'occasion pour assister à des exposés abordant une variété de thèmes, notamment les questions frontalières et les relations entre le Canada et les États-Unis, le transport régional, la santé et l'éducation. Ils ont également été en mesure d'appuyer leurs collègues des provinces dans le cadre de discussions portant sur des résolutions qui touchent le Canada, notamment l'exigence des États-Unis relative à l'inscription du pays d'origine sur l'étiquette et les ententes de prédédouanement accéléré. Jugeant que ses membres avaient atteint leurs objectifs cette année, la Section espère assister aux prochaines assemblées annuelles de l'ERC afin de continuer à promouvoir les intérêts du Canada auprès des États de l'Est des États-Unis.

Le GIP vise à trouver des points de convergence dans les politiques nationales des deux pays, à instaurer un dialogue sur les points de divergence et à favoriser les échanges

d'information, en plus de permettre aux parlementaires canadiens et américains de mieux comprendre les préoccupations qui leur sont communes. Les membres de la Section canadienne du GIP rencontrent régulièrement leurs homologues fédéraux et, au cours des dernières années, ils ont également assisté à diverses réunions des gouverneurs et législateurs de ces États. Lors de ces activités, les délégués canadiens profitent de ces discussions pour aider la Section canadienne à atteindre ses objectifs et à sensibiliser tous les participants à la nature et à l'ampleur de cette relation bilatérale.

ACTIVITÉS TENUES DURANT L'ASSEMBLÉE ANNUELLE ET LE FORUM RÉGIONAL

Pendant la 53^e assemblée annuelle, les séances plénières ont porté sur les thèmes suivants :

- Les politiques d'austérité par opposition aux possibilités;
- Le long parcours de la récession à la reprise économique;
- Réforme de l'immigration : trouver une voie à suivre.

Par ailleurs, les délégués ont visité une ferme de banane plantain, la forêt nationale d'El Yunque et la station navale Roosevelt Roads. À la suite de ces visites, des séances simultanées portant sur les thèmes suivants ont eu lieu :

- Le compostage des herbicides résiduels : ce que les organismes de réglementation doivent savoir;
- Le « Farm Bill » et le gouvernement fédéral : mise au point;
- La question des équidés au Connecticut;
- Eau, agriculture, réglementation et récompenses;
- L'achat de droits de prospection : les efforts déployés par les États
- Table ronde sur l'État novateur et les lois provinciales en matière d'énergie et d'environnement;
- La valeur plutôt que le volume 2.0;
- Table ronde sur les dispositions législatives : les transports;
- Discussion sur l'étiquetage des aliments;
- Les efforts législatifs actuels des assemblées législatives des États et des provinces;
- Survivre à la tempête : stratégies de résilience pour protéger les États et les collectivités contre les phénomènes météorologiques violents;
- Récapitulation sur les intempéries : prochaines étapes;
- Par-delà la frontière : un travail inachevé;
- Au carrefour de l'opinion publique et des politiques en matière d'énergie en Amérique du Nord;

- Améliorer la situation des personnes ayant des troubles de santé mentale en contact avec le système judiciaire;
- Garder les enfants sur les bancs d'école et hors du système de justice pénale pour les adolescents;
- De la récession à la reprise économique;
- Table ronde budgétaire;
- Enseignement secondaire : de nouvelles orientations;
- En route vers la réussite : innovation, réforme de l'éducation et les États;
- Table ronde sur la mise en œuvre de l'*Affordable Care Act*;
- Diabète : qu'en coûte-t-il à votre État?;
- Affronter les médias;
- L'importance des incitatifs fiscaux;
- Incidence des arrêts de la Cour suprême : répercussions sur les États;
- Table ronde sur les efforts législatifs actuels des assemblées législatives des États et des provinces : agriculture et développement rural;
- Les Portoricains aux États-Unis : passé, présent et avenir.

Le présent rapport résume les discussions tenues lors des séances plénières et de certaines réunions des divers comités qui se déroulent lors de l'Assemblée annuelle et du Forum régional.

PAR-DELÀ LA FRONTIÈRE : UN TRAVAIL INACHEVÉ

Brian Lee Crowley, *Institut Macdonald-Laurier*

- Le Canada et les États-Unis ne forment pas un bloc commercial, et ils n'entretiennent plus de relations commerciales au sens où on l'entend généralement.
- Le Canada et les États-Unis sont intégrés sur le plan économique. Ce ne sont pas deux pays et deux économies faisant le commerce de produits finis et de services, mais plutôt une économie unique que partagent deux pays.
- Le Canada et les États-Unis sont un « bloc de production » qui travaille de concert et commerce avec le reste du monde; nous ne sommes pas des nations commerçantes, mais plutôt « fabricantes », sur le plan nord-américain.
- Pour ce qui est du Canada et des États-Unis, nuire à l'un, c'est nuire à l'autre également.

- La frontière qui sépare le Canada et les États-Unis à son importance; elle peut servir à favoriser la compétitivité des blocs de production communs ou leur nuire.
- Une frontière « lourde » est une sanction imposée volontairement qui affaiblit la compétitivité des pays; le manque d'efficacité à la frontière – un problème d'ordre national, étatique/provincial et local – nuit à la prospérité.
- Le Plan d'action *Par-delà la frontière* a permis de réaliser des progrès.

Dave Levac, Président, *Assemblée législative de l'Ontario*

- C'est en Ontario que la frontière avec les États-Unis est la plus longue et la plus occupée.
- Au cours des différentes étapes de production, une automobile franchit la frontière 27 fois avant d'être achetée par le consommateur; par conséquent, la frontière est « extrêmement » importante.
- Pour l'Ontario et plusieurs États américains, la facilité des déplacements des marchandises et des personnes est importante.
- Le Canada est le principal marché d'exportation étranger de 38 États américains.
- Chaque année, des marchandises évaluées à plus de 605 millions de dollars franchissent par la route la frontière qui sépare l'Ontario des États-Unis.
- Il est logique de faciliter le passage à la frontière plutôt que de le compliquer.
- L'un des objectifs de la Déclaration et du Plan d'action *Par-delà la frontière* est d'accélérer la croissance économique au moyen de la facilitation des échanges commerciaux à la frontière commune.
- Le nouveau corridor commercial Détroit–Windsor devrait être terminé d'ici 2020.

Jayson Myers, *Manufacturiers et Exportateurs du Canada*

- Le volume des marchandises qui traversent le pont Ambassador entre le Canada et les États-Unis est plus important que le volume des échanges commerciaux entre les États-Unis et le Japon ou l'Europe.
- La compétitivité des chaînes d'approvisionnement et des procédés de fabrication est importante pour la prospérité et la création d'emplois.
- Les automobiles coréennes qui sont fabriquées exclusivement en Corée ne sont chargées au quai qu'une seule fois; par conséquent, elles ne subissent qu'une seule inspection douanière. Il faudrait comparer cette

situation à celle des automobiles fabriquées en Amérique du Nord, dont les pièces traversent la frontière canado-américaine jusqu'à 27 reprises – soit 27 inspections – avant d'être vendues aux consommateurs.

- L'initiative *Par-delà la frontière* est une situation gagnante en tout point, car elle est conçue pour accroître l'efficacité et la sécurité.
- Du point de vue du fabricant, les priorités sont les suivantes :
 - améliorer les programmes d'expéditeurs fiables;
 - améliorer les programmes de voyageurs fiables;
 - mettre au point un système de conformité à guichet unique;
 - offrir une infrastructure frontalière adéquate.
- Il importe de s'assurer que le Plan d'action *Par-delà la frontière* et les projets et autres initiatives qui s'y rattachent améliorent l'efficacité de la frontière; du point de vue des fabricants et des exportateurs, il n'est pas certain que les conditions à la frontière se soient améliorées, compte tenu de l'augmentation du taux d'inspection secondaire des expéditeurs fiables, de l'amplification du goulot d'étranglement aux infrastructures et des problèmes relatifs au financement et à la planification des infrastructures.
- Il ne faut pas confondre consultations et mesures.
- Les législateurs ont un rôle à jouer pour donner un nouveau souffle au processus de l'initiative *Par-delà la frontière*. Ce processus revêt une importance stratégique pour les économies de nos deux pays.

Douglas Garfield, *PepsiCo*

- Depuis les attentats du 11 septembre 2001, on s'intéresse davantage aux personnes et aux marchandises qui traversent les frontières.
- *Par-delà la frontière* est une vaste initiative canado-américaine qui repose sur quatre piliers :
 - agir tôt pour éliminer les menaces;
 - faciliter les échanges commerciaux, la croissance économique et la création d'emplois;
 - s'appuyer sur une mise en application réussie des lois transfrontalières;
 - rehausser les infrastructures essentielles et la cyberinfrastructure transfrontalières.
- La priorité d'éliminer les menaces rapidement repose sur le principe « un dédouanement, deux approbations ».
- Au sujet de la facilitation des échanges commerciaux, l'une des priorités est d'améliorer les avantages pour les négociants faibles.

- Bien que l'initiative *Par-delà la frontière* soit ambitieuse, elle est jusqu'à présent davantage axée sur les aspirations que sur la mise en œuvre, et les projets pilotes ont abondé.

Don Hannon, *Hannon Transportation Consulting*

- Il est nécessaire d'instaurer un système de contrôle préalable des passagers voyageant par train ressemblant au système en place dans certains aéroports.
- Il conviendrait d'envisager d'instaurer un système de contrôle préalable dans les corridors ferroviaires existants suivants :
 - Vancouver – Seattle
 - Montréal – New York
 - Niagara Falls (Ontario) – Niagara Falls (New York).
- Il conviendrait d'envisager d'instaurer un système de contrôle préalable dans les corridors ferroviaires potentiels suivants :
 - Montréal – Vermont
 - Windsor – Détroit
 - Montréal – Boston (par le Maine).
- Depuis la tragédie du Lac-Mégantic, deux autres déraillements de train transportant du pétrole brut se sont produits en Amérique du Nord.
- Étant donné que la capacité pipelinière ne suffit pas à transporter le pétrole brut dans les raffineries, une partie du pétrole brut est transporté par voie ferroviaire; il faut donc que le réservoir-citerne qui transporte le pétrole brut soit sécuritaire.
- Au chapitre de la sécurité ferroviaire, il faut mettre un terme à l'autoréglementation.

AU CARREFOUR DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ÉNERGIE EN AMÉRIQUE DU NORD

Nik Nanos, *Nanos Research*

- Le « spectacle » et les « drames » à la frontière qui sont dépeints dans les médias ne reflètent pas la façon dont les Canadiens et les Américains se perçoivent.
- Les Américains ont une perception positive du Canada et des Canadiens.
- Il nous faut une « version » énergétique du *Pacte de l'automobile canado-américain*.

- Les Américains sont enthousiastes à l'idée de l'autosuffisance énergétique.
- Les Américains veulent un approvisionnement en énergie stable et sécuritaire à bas prix; ils veulent réduire leur dépendance par rapport à l'énergie provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord.
- Le dialogue bilatéral sur l'énergie qui se tient actuellement est lacunaire; le Canada est un partenaire diversifié en matière d'énergie. Il ne faut pas se contenter de débattre du projet de pipeline Keystone XL ou des sables bitumineux en Alberta.
- Plus nous nous éloignons des attentats terroristes du 11 septembre 2001, moins nous sentons l'urgence de nous concerter sur les questions de sécurité à la frontière.
- La question de l'énergie s'est transformée en une question environnementale. On ne parle plus de compétitivité, de prospérité et de création d'emplois; il conviendrait de réintroduire la notion de « prospérité » dans le « dialogue sur l'énergie ».
- L'Amérique du Nord ne sera pas en mesure de s'appuyer sur une main-d'œuvre peu coûteuse pour tirer un avantage concurrentiel; plutôt, la compétitivité sera liée à la faiblesse des coûts de l'énergie.

LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ PAR OPPOSITION AUX POSSIBILITÉS

Robert Kuttner, *The American Prospect*

- Aux États-Unis, la reprise économique est fragile et le pays « a un long chemin à parcourir ».
- Les « politiques d'austérité » engendrent une « austérité de l'imagination ».
- Ce ne sont pas les États qui ont créé le climat d'austérité. Toutefois, ils doivent être aussi créatifs que possible pour venir à bout de l'austérité, car ils ne peuvent pas recourir à la planche à billets et ils sont tenus d'équilibrer leur budget.
- Au cours des deux dernières générations, le niveau de vie de quelque 70 % d'Américains a reculé; ce recul coïncide avec un doublement de la productivité.
- Aux États-Unis, si les mots « défense nationale » sont ajoutés au début du titre d'une mesure législative, cette dernière sera adoptée.
- On ne sait pas trop pourquoi les législateurs pensent que l'austérité conduit nécessairement à la reprise; si tout le monde « se serre la ceinture » en même temps, personne ne dépense et la situation empire au lieu de s'améliorer.

LE LONG PARCOURS DE LA RÉCESSION À LA REPRISE ÉCONOMIQUE

Maria Celeste Arrarás, du réseau Telemundo USA, pose des questions à Carols Rivas, à Barry Anderson et à Robert Kuttner.

Que peut-on faire pour stimuler la croissance?

Carlos Rivas, *Bureau de la gestion et du budget de Porto Rico*

- Les sources de capital sont variées et incluent les partenariats public-privé (PPP) et les fonds exclusivement privés.

Barry Anderson, *National Governors Association*

- Les États ne devraient pas s'attendre à d'autres « plans de sauvetage » de la part du gouvernement fédéral.
- Les États devraient cibler les mesures gagnantes et leur donner priorité et délaissier les mesures moins efficaces.
- Les PPP comportent des risques.

Robert Kuttner, *The American Prospect*

- À propos des PPP, il existe une façon de bien les mener et une façon de mal les mener.
- Dans le cadre d'un PPP, il importe que le secteur privé partage aussi bien les aspects positifs que négatifs.
- Il existe toute une gamme de modèles de développement économique; les États devraient examiner ces modèles et choisir ceux qui conviennent.

Les zones franches constituent-elles un choix stratégique judicieux?

Robert Kuttner, *The American Prospect*

- Les réductions d'impôt devraient être ciblées.
- Les faibles taux d'imposition attirent les entreprises, ce qui devrait engendrer des revenus fiscaux plus élevés. Cela dit, il y a un risque de nivellement par le bas.

Quelles sont les tendances actuelles en matière de réforme des régimes de retraite du secteur public?

Carlos Rivas, *Office of Management and Budget of Puerto Rico*

- La tendance va vers des régimes de retraite à cotisations déterminées pour les employés du secteur public.

Barry Anderson, *National Governors Association*

- On dépense de plus en plus dans les soins de santé et de moins en moins dans l'éducation des enfants du pays.

Les États-Unis peuvent-ils survivre sans une classe moyenne solide?

Barry Anderson, *National Governors Association*

- Les États-Unis sont indispensables et flexibles.
- Non seulement la classe moyenne américaine peut survivre, mais elle peut aussi prospérer.

Robert Kuttner, *The American Prospect*

- Aux États-Unis, il existe une grande injustice générationnelle issue du fait que l'enseignement postsecondaire a été financé par l'endettement.
- Les États-Unis seraient plus compétitifs si les travailleurs recevaient un salaire suffisant.
- Les États-Unis doivent redonner vie aux possibilités.

Quel rôle les syndicats devraient-ils jouer à l'heure où les États-Unis émergent d'un ralentissement économique?

Robert Kuttner, *The American Prospect*

- Les syndicats devraient promouvoir l'augmentation du salaire minimum.
- Le gouvernement fédéral devrait établir un salaire minimum « seuil »; les États et les municipalités « décideraient » ensuite d'un salaire minimum.

Barry Anderson, *National Governors Association*

- Le salaire minimum devrait être fixé par les États et non par le gouvernement fédéral.

Quelles mesures devraient être prises relativement à l'éducation?

Barry Anderson, *National Governors Association*

- Pour ce qui est de l'éducation, il conviendrait d'examiner différents modèles de financement.

Carlos Rivas, *Office of Management and Budget of Puerto Rico*

- En éducation, il conviendrait d'investir dans les « secteurs d'avenir ».

Robert Kuttner, *The American Prospect*

- Il faudrait investir dans les collèges communautaires.

Quelles sont les trois mesures que devraient prendre les États pour soutenir l'économie?

Robert Kuttner, *The American Prospect*

- Les États devraient :
 - être à l'affût des PPP qui « portent des fruits »;
 - conclure des partenariats avec les universités afin de promouvoir le développement économique;
 - tirer des revenus convenables, quitte à relever les impôts de certains contribuables.

RÉFORME DE L'IMMIGRATION : TROUVER UNE VOIE À SUIVRE

Luis V. Gutiérrez, représentant, Chambre des représentants des États-Unis

- Le système d'immigration des États-Unis est lacunaire. La réforme de l'immigration n'est pas une question partisane, et il est temps de cesser de favoriser les politiques partisans aux dépens d'une bonne politique publique; les Républicains et les Démocrates devraient collaborer et négocier en vue de clore le dossier de la réforme de l'immigration.
- Les législateurs devraient faire au mieux maintenant pour le plus grand nombre d'immigrants et continuer de travailler dès le jour suivant aux questions d'immigration.
- Une question fondamentale que les États-Unis doivent se poser, c'est de savoir s'ils veulent être une nation de déportation ou une d'accueil.
- Il faut définir le terme « américain » comme faisant partie de l'Amérique.
- Porto Rico prend des mesures positives sur la question de l'immigration. Par exemple, en 2013, des permis de conduire ont été mis à la disposition des immigrants, et ces derniers ont pu accéder aux soins de santé et à l'éducation sans avoir à répondre de leur statut.
- En décembre 2013, l'Illinois a commencé à délivrer des permis de conduire aux personnes sans papier. Les États du Massachusetts et de New York envisagent de prendre des mesures similaires.
- Aux États-Unis, les récoltes sont ramassées par des sans-papiers; de ce fait, les Américains ont de quoi manger. La capacité de production alimentaire est un élément crucial de l'avenir du pays et constitue une question de sécurité.

- Aux États-Unis, les sans-papiers accomplissent un travail précieux et essentiel; en plus du travail agricole, ils nettoient les chambres d'hôtel, nettoient la vaisselle dans les restaurants, s'occupent des enfants américains, etc.

DISCUSSION SUR L'ÉTIQUETAGE DES ALIMENTS

Barbara Schneeman, *Université de la Californie*

- La Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a publié des lignes directrices provisoires sur l'étiquetage des aliments modifiés génétiquement. Ces aliments doivent respecter les mêmes normes en matière d'étiquetage et de salubrité que les autres aliments.
- Comme tout est génétiquement modifié d'une façon ou d'une autre, le terme « génétiquement modifié » est utilisé par certains.
- Pour tout ce qui touche les aliments, les fabricants se doivent d'assurer la salubrité des aliments, et ils ne peuvent pas faire fi de cette responsabilité.
- Règle générale, les préférences des consommateurs entraînent l'étiquetage volontaire, comme c'est le cas avec les aliments biologiques.
- La FDA s'est dite préoccupée par l'emploi de l'expression « en liberté » sur les étiquettes; elle a été interprétée comme signifiant « absence de », une affirmation qui peut être difficile à prouver.

Amanda Hagan, *Grocery Manufacturers Association*

- Les exigences en matière d'étiquetage devraient reposer sur des questions de santé, de sécurité et de nutrition; la modification génétique n'a rien à voir avec ces trois éléments.
- L'étiquetage des aliments génétiquement modifiés devrait être volontaire, comme c'est le cas actuellement avec les aliments biologiques. Il n'y aurait aucun avantage à ce que les produits génétiquement modifiés soient étiquetés en tant que tels.
- Les conditions visant les aliments « génétiquement modifiés » devraient être uniformes, et les normes devraient être établies à l'échelon fédéral.
- Des récoltes génétiquement modifiées sont produites à l'échelle commerciale depuis 20 ans; les ingrédients génétiquement modifiés sont sûrs et sans effets négatifs sur la santé.
- La modification génétique peut réduire le coût des aliments et en accroître l'approvisionnement.
- Depuis un certain temps, de nombreux pays ont des exigences en matière d'étiquetage des aliments génétiquement modifiés.

- L'Union européenne ne produit peut-être pas d'aliments pour animaux génétiquement modifiés, mais elle en importe.

Gary Hirschberg, *Just Label It Coalition*

- Le gouvernement fédéral doit trouver une solution à la question de l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés.
- Étant donné que la manipulation génétique peut comporter des avantages, il faudrait peut-être viser la transparence et l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés afin de pouvoir les identifier.
- Les citoyens ont le droit d'être renseignés sur les aliments qu'ils consomment.
- Aujourd'hui, on étiquette les aliments pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la sécurité; pensons, par exemple, à une indication permettant de savoir si un saumon est sauvage ou d'élevage, à une indication sur le pays d'origine du bœuf ou du porc, à une indication sur la présence de teintures, etc.
- Ce qui est jugé comme étant « matériel » devrait être étiqueté; par exemple, les calories n'ont pas toujours été indiquées sur les étiquettes des aliments.

John Dillard, *Olsson Frank Weeda Terman Matz, PC*

- Trois questions constitutionnelles touchent l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés :
 - le premier amendement;
 - la disposition relative au commerce;
 - la disposition de préemption.
- Le premier amendement concerne la liberté d'expression, et il comporte des aspects personnels, politiques et commerciaux; cela dit, la liberté d'expression commerciale existe dans une mesure moindre que la liberté d'expression personnelle ou politique.
- À propos de la liberté d'expression commerciale, pensons aux deux éléments suivants :
 - l'obligation de divulgation;
 - les restrictions à la liberté d'expression.
- L'obligation de divulgation se divise en deux catégories :
 - conçue pour empêcher les allégations trompeuses;
 - non conçue pour empêcher les allégations trompeuses.

- D'un point de vue juridique, les consommateurs n'ont pas un droit de tout savoir en ce qui concerne leurs aliments; certes, la santé et la sécurité constituent un intérêt important pour le gouvernement, mais la curiosité ne constitue pas un intérêt impérieux.

DIABÈTE : QU'EN COÛTE-T-IL À VOTRE ÉTAT?

Myriam Allende-Vigo, *Université de Porto Rico*

- Le nombre de cas de diabète et d'obésité est important et en hausse.
- L'incidence du diabète varie selon l'appartenance ethnique.
- Aux États-Unis, une proportion importante de la population est atteinte d'un diabète non diagnostiqué ou est prédiabétique.
- Il est possible de prévenir le diabète de type II en augmentant son niveau d'activité physique, en changeant ses habitudes alimentaires ou en apportant des modifications d'autres types à son style de vie.
- Le diabète est notamment associé à l'obésité, aux maladies cardiaques, aux accidents vasculaires cérébraux, à la cécité, à l'amputation des membres inférieurs et aux maladies rénales.
- Étant donné que beaucoup d'argent est dépensé pour les complications associées au diabète, il importe de « contrôler le patient » afin de prévenir le diabète.
- Environ le tiers des enfants américains nés en 2000 seront atteints du diabète.

Herb Conaway Jr., *membre de l'Assemblée législative du New Jersey*

- L'incidence du diabète augmente, et ce dernier doit être considéré comme épidémique. À l'aube du « tsunami de diabète » qui s'annonce, il importe de planifier et d'agir.
- On diagnostique le diabète de type II chez des gens au début de la vingtaine.
- Il faut régler le problème que pose le diabète pour qu'il n'empiète pas sur d'autres priorités.
- Lorsqu'ils font des choix politiques, notamment au sujet du diabète, les décideurs et les législateurs doivent avoir les meilleurs renseignements en main. En outre, il faut coordonner les mesures prises entre les départements et les organismes et parmi ceux-ci.
- Le diabète est lié, notamment, à l'obésité, aux maladies cardiaques, aux maladies rénales, à la cécité et à l'amputation.

- En ce qui concerne le diabète, la seule façon de « faire baisser les coûts » est de modifier le style de vie. De tels changements ont une grande incidence sur les résultats concernant le diabète.
- Le coût des interventions liées au diabète peut être élevé.

Heather Hodge, *YMCA des États-Unis*

- Il est possible de prévenir le diabète de type II.
- Sur les 79 millions d'Américains qui sont prédiabétiques, 11 % sont au courant de leur état.
- La plupart des gens ne savent pas qu'ils sont à risque d'avoir le diabète.
- La participation à des programmes visant à modifier le style de vie et d'autres comportements peut avoir pour résultat de réduire de façon importante l'incidence de diabète de type II.
- Le risque d'être atteint du diabète croît avec l'âge.
- Les « choix sains » devraient être les « choix faciles ».

SURVIVRE À LA TEMPÊTE : STRATÉGIES DE RÉSILIENCE POUR PROTÉGER LES ÉTATS ET LES COLLECTIVITÉS CONTRE LES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES VIOLENTS

Vicki Arroyo, *Georgetown Climate Center et Georgetown Law School*

- Un plus grand nombre de tempêtes causent des dommages plus importants, plus fréquemment, et les tempêtes violentes sont de plus en plus fréquentes.
- En plus des tempêtes, d'autres phénomènes météorologiques sont de plus en plus fréquents, notamment les sécheresses et les incendies.
- Partout dans le monde, le nombre de catastrophes climatiques est à la hausse.
- Aux États-Unis, les organismes fédéraux concernés font de la planification d'adaptation, et de nombreux États ont des plans d'adaptation.
- Les nouveaux édifices et les nouveaux espaces verts peuvent être conçus en fonction des changements climatiques.
- La chaleur est la conséquence la plus directe des changements climatiques.

Sue Minter, *Vermont Agency of Transportation*

- Les changements climatiques sont « le dossier » de notre époque.
- À l'heure où prend fin la grande récession, il est temps de relever les « défis énormes » qui transforment le monde.

- Les phases de la reprise comportent les éléments suivants :
 - une intervention immédiate;
 - la reprise;
 - la reprise à long terme;
 - la planification de l'état de préparation et de la résilience.
- Il importe :
 - de comprendre les besoins, les vulnérabilités et les capacités de chacune des collectivités;
 - d'établir des objectifs clairs et de mesurer les progrès vers leur concrétisation;
 - d'établir un système de coordination et de communication clair entre le gouvernement et les organismes de reprise et au sein de ceux-ci;
 - de former des partenariats;
 - de comprendre les programmes fédéraux;
 - d'accélérer les pratiques commerciales;
 - d'innover;
 - de garantir l'existence de communications multimédias régulières;
 - de rapidement mettre sur pied un centre de commandement des incidents.
- L'adaptation passe par la connaissance des vulnérabilités.
- Il existe un lien entre le monde naturel et le « monde bâti ».
- Il importe d'écouter les gens qui vivent une situation de crise; toute reprise est locale.
- Lors de la reconstruction, il faut penser à « mieux rebâtir » avec résilience.

EN ROUTE VERS LA RÉUSSITE : INNOVATION, RÉFORME DE L'ÉDUCATION ET LES ÉTATS

Ana Maria Garcia Blanco, *Université de Sagrado Corazón*

- Les écoles doivent agir de sorte que les enfants aiment les mathématiques et les sciences.
- Les enfants aiment naturellement apprendre.

Eva Moskowitz, *Success Academies*

- Sur le plan de l'éducation, les États-Unis vivent une crise aux proportions « monumentales ».

- Les Américains sont inventifs et déterminés, et ils savent comment créer des milieux scolaires « magiques ».
- Si les enfants chinois font « x, y et z » en troisième année, absolument rien n'empêche les enfants américains de faire la même chose la même année.
- Il faut établir des normes rigoureuses en matière d'éducation.
- Il faut rendre l'apprentissage plus intéressant.
- En matière d'éducation, la réussite passe par les éléments suivants :
 - la rigueur;
 - la détermination;
 - la formation des enseignants.

Diane Ravitch, *Université de New York*

- Le gouvernement fédéral, par l'entremise des initiatives *Race to the Top* (Course au sommet) et *No Child Left Behind* (Aucun enfant laissé pour compte), a « pris en charge » l'éducation. Toutefois, ce sont les États qui devraient être les chefs de file en matière d'éducation, car ils sont les laboratoires du changement et de la démocratie.
- Les États doivent prendre les devants et « faire ce qu'il faut » pour les enfants.
- Si on réduit la pauvreté, les résultats aux examens augmenteront; les soins prénataux et la prématernelle sont également importants.
- On devrait inciter les élèves à s'intéresser aux mathématiques et aux sciences.
- Les enseignants devraient avoir beaucoup d'expérience.

Chris Shearer, *Hewlett Foundation et Brookings Institution*

- La rigueur, la détermination et la capacité des enseignants sont des éléments importants.
- Il conviendrait de favoriser un esprit scolaire; « J'ai ma place à l'école », par exemple.
- La pensée critique, la résolution de problèmes et les aptitudes à la collaboration devraient être encouragées.

L'IMPORTANCE DES INCITATIFS FISCAUX

Jaime Perelló Borrás, Président, *Chambre des représentants de Porto Rico*

- Comme d'autres pays, Porto Rico est confronté à une situation socioéconomique difficile, et la croissance économique doit passer par le développement de tous les secteurs.
- Les législateurs doivent mettre en place des mesures législatives et des politiques qui mènent à la création d'emplois et qui soutiennent les entreprises.
- L'image de marque est un élément important du marketing et contribue grandement à attirer les investissements dans une région ou un pays.
- Les incitatifs contribuent grandement à soutenir les petites et moyennes entreprises.
- Porto Rico offre de généreux incitatifs pour le développement cinématographique.

Ron Orlando, *Comcast*

- Les incitatifs fiscaux destinés à l'industrie cinématographique ont leur importance, et ce secteur comporte de grands avantages économiques.
- Les médias numériques ont transformé les habitudes de visionnement des gens; de ce fait, « le contenu est roi ».

Demetrio Fernández, *Puerto Rico Film Commission*

- À Porto Rico, qui fait partie des États libres des États-Unis depuis 1898, il en coûte 10 % de moins qu'ailleurs aux États-Unis pour faire des affaires.
- Le port de San Juan, Porto Rico, est le 8^e port le plus occupé des États-Unis.
- Porto Rico offre des infrastructures de classe mondiale.
- Depuis 1994, plus de 75 productions cinématographiques ont été filmées à Porto Rico.

LES PORTORICAINS AUX ÉTATS-UNIS : PASSÉ, PRÉSENT ET AVENIR

Félix V. Matos Rodriguez, *Université de la ville New York*

- Parmi les facteurs qui ont touché la migration des Portoricains vers les États-Unis de 1900 à 1940, notons :
 - l'invasion américaine de Porto Rico et le transfert de la souveraineté en 1898;
 - l'octroi de la citoyenneté américaine en 1917;

- le besoin d'une main-d'œuvre nationale, après 1924, résultant des restrictions apportées à la loi sur l'immigration;
 - les liens commerciaux et maritimes entre les villes américaines de la côte Est et Porto Rico;
 - les besoins en main-d'œuvre dans les villes américaines de la côte Est;
 - l'absence de croissance de l'économie portoricaine.
- En 1940, quelque 70 000 Portoricains vivaient aux États-Unis; 90 % d'entre eux étaient établis dans la ville de New York.
 - En 1950, quelque 40 000 Portoricains migraient chaque année vers la partie continentale des États-Unis.
 - En 1960, on comptait 887 000 Portoricains établis aux États-Unis. De ce nombre, 615 000 étaient nés à Porto Rico et 272 000 étaient nés aux États-Unis. À cette époque ils avaient commencé à s'établir dans d'autres régions du pays.
 - En 1970, 777 881 migrants portoricains et près de 665 000 Portoricains nés dans la partie continentale des États-Unis vivaient au pays. Plus de 60 % d'entre eux vivaient à New York, suivi de Chicago et de Philadelphie. Des communautés portoricaines importantes existaient à Newark, Jersey City, Paterson, Hoboken, Bridgeport et Los Angeles.
 - Entre 1950 et 1977, 350 000 Portoricains à forfait participaient aux récoltes agricoles dans 22 États. Au cours des années 1950 et 1960, de 10 000 à 17 000 travailleurs agricoles étaient embauchés à forfait chaque année. Certains d'entre eux retournaient à Porto Rico à la fin de la saison; d'autres se sont établis aux États-Unis de façon permanente.
 - Certains Portoricains ont déménagé aux États-Unis sans avoir d'emploi, se fiant à leurs réseaux familial et d'amis.
 - Les économies urbaines fournissaient des emplois. Les femmes travaillaient dans le secteur manufacturier, par exemple dans l'industrie de la couture, et les hommes travaillaient dans l'industrie de fabrication légère et des services, par exemple dans les hôtels et les restaurants.
 - Pendant une brève période au début des années 1970, certains Portoricains ont quitté les États-Unis pour retourner à Porto Rico.
 - Entre 1980 et 1990, la population portoricaine vivant à l'extérieur de Porto Rico s'est accrue de 35 %.
 - Selon le recensement de 1990, 2,7 millions de Portoricains vivaient aux États-Unis cette année-là, soit 1,1 % de la population américaine.
 - Au cours des dernières décennies, les Portoricains ont quitté la ville de New York ou sont partis directement de Porto Rico pour s'établir dans des villes américaines plus petites et dans des banlieues du nord-est, du sud et de l'ouest des États-Unis.

- Entre le recensement de 2000 et celui de 2010, la population portoricaine aux États-Unis a augmenté, passant de quelque 3,4 millions à plus de 4,6 millions d'habitants; en 2010, deux tiers de la population portoricaine établie aux États-Unis étaient nés dans ce pays et environ un tiers était né à Porto Rico.
- Dans les années 1980 et au début des années 1990, le taux de participation à la vie active et le revenu médian des ménages parmi les Portoricains étaient faibles, tandis que le taux de pauvreté était élevé.
- Dans la ville de New York, les Portoricains ont commencé à briguer une charge publique dans les années 1920. C'est en 1937 qu'un premier candidat portoricain a été élu à l'Assemblée législative de l'État.
- Les taux d'inscription et de participation électorale chez les Portoricains établis aux États-Unis ont toujours été faibles.
- À l'heure actuelle, quatre membres de la Chambre des représentants des États-Unis sont Portoricains.
- Les Portoricains établis aux États-Unis sont une population jeune, ce qui fait de l'éducation un enjeu important.
- Selon certaines sources, les Portoricains continueront de quitter Porto Rico si les tendances actuelles en matière d'économie et de qualité de vie se maintiennent. On pense qu'ils continueront de s'établir dans tous les États-Unis, notamment en Floride, au Maryland, en Virginie, en Caroline du Nord et peut-être au Texas.

Respectueusement soumis,

L'honorable Janis G. Johnson
sénatrice, coprésidente
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Gord Brown, député
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Annexe

États américains membres de l'*Eastern Regional Conference* du *Council of State Government*

Connecticut

Delaware

Îles Vierges des États-Unis

Maine

Maryland

Massachusetts

New Hampshire

New Jersey

New York

Pennsylvanie

Porto Rico

Rhode Island

Vermont

Provinces canadiennes membres de l'*Eastern Regional Conference* du *Council of State Government*

Île-du-Prince-Édouard

Nouveau-Brunswick

Nouvelle-Écosse

Ontario

Québec

Terre-Neuve-et-Labrador

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	53e Assemblée annuelle et au Forum régional de l' « Eastern Regional Conference du Council of State Government »
DESTINATION	Fajardo, Porto Rico, États-Unis d'Amérique
DATES	Du 6 au 9 décembre 2013
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Terry M. Mercer L'hon. Richard Neufeld
CHAMBRE DES COMMUNES	L'hon. Wayne Easter, C.P., député M. Peter Stoffer M. John Williamson, député
PERSONNEL	Mme Angela Crandall, secrétaire administrative Mme June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	8 247,73 \$
HÉBERGEMENT	6 299,45 \$
HOSPITALITÉ	
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 036,96 \$
CADEAUX OFFICIELS	
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	1 084,48 \$
TOTAL	17 668,62 \$